

SCIENCES PO RÉUNIT L'ENSEMBLE DE SES PARTIES PRENANTES POUR UN DÉBAT INÉDIT SUR LES ENJEUX LIÉS AU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Paris, le 2 mai 2024 - Le débat qui s'est tenu ce matin dans l'amphithéâtre Boutmy a démontré la capacité des étudiants, enseignants-chercheurs, salariés et dirigeants de Sciences Po d'échanger sur des sujets difficiles, dans le respect mutuel. Différents points de vue ont pu s'exprimer conformément à l'éthique du débat et au respect du pluralisme qui constituent des valeurs au cœur de l'institution depuis plus de 150 ans.

Le débat a parfois été dur, souvent émouvant et des désaccords forts se sont parfois exprimés. Mais le débat est allé à son terme.

Comme prévu dans le cadre des échanges préparatoires, 8 organisations et mouvements étudiants (UNEF, NOVA, Union Étudiante, Students for Justice in Palestine, Union des Etudiants Juifs de France, Solidaires, Comité Palestine et UNI) ont pris successivement la parole. La doyenne de PSIA, le doyen de l'Ecole de droit, le futur directeur des affaires internationales, la présidente du Conseil scientifique et la directrice de la stratégie et du développement ont pu, aux côtés de Jean Bassères, administrateur provisoire de Sciences Po, apporter un certain nombre d'éclairages et d'explications aux différents points soulevés, avant un échange avec la salle modéré par Patrick Le Galès, directeur de recherche au CNRS et professeur à Sciences Po au CEE (Centre d'études européennes et de politique comparée). Le débat, réunissant près de 350 personnes (étudiants, enseignants-chercheurs, salariés et membres des instances) a duré plus de deux heures.

De très nombreuses questions ont été posées et débattues, sur le rôle de l'Université en général et de Sciences Po en particulier dans les conflits internationaux ou les sujets de politique nationale, sur la liberté d'expression, sur le cadre de la vie étudiante, sur les partenariats académiques et privés et sur la lutte contre l'antisémitisme et le racisme.

A l'issue du débat, Jean Bassères s'est engagé à lancer une réflexion sur les prises de position de Sciences Po sur les conflits et les enjeux politiques afin d'établir une doctrine claire sur ce sujet essentiel.

Il apparaît également nécessaire de tirer les leçons des derniers mois en travaillant à un plan de rentrée afin de renforcer le cadre commun du vivre ensemble, notamment sur la liberté d'expression en France et ses limites, sur les droits et les devoirs des étudiants, sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

La mise en place d'un groupe de travail sur l'investigation de nos partenariats avec les universités israéliennes et nos donateurs privés a également été refusée.

Au terme de ce débat, la direction de Sciences Po demeure extrêmement prudente.

L'ensemble des étudiants, enseignants et salariés aspire à une fin d'année universitaire aussi sereine que possible, avec pour priorité la tenue des derniers cours et des examens dans les conditions prévues.

À propos de Sciences Po

Depuis 1872, Sciences Po se donne pour mission de former des esprits libres et des acteurs engagés au service de la société. Elle place l'excellence académique et l'ouverture sociale au cœur de ses valeurs. La singularité de son projet pédagogique s'illustre par une démarche pluridisciplinaire ancrée dans les sciences humaines et sociales, une forte ouverture internationale et une capacité à allier savoirs fondamentaux et expertise professionnelle grâce à ses 290 enseignants-chercheurs et 4600 enseignants vacataires.

En tant qu'université de recherche de rang mondial forte de onze centres de recherche, Sciences Po assume une responsabilité sociale en proposant des réponses aux grands enjeux contemporains, au premier rang desquels les transformations environnementales et numériques, les évolutions de l'action publique et la lutte contre les inégalités et les discriminations. Condition indispensable de la démocratie et du progrès social, la défense de la liberté académique figure au cœur de son projet universitaire.

Chaque année, l'institution forme 15 000 étudiants dont 50% d'internationaux sur sept campus (Dijon, Le Havre, Menton, Nancy, Paris, Poitiers, Reims) au sein d'un Collège universitaire de premier cycle et dans sept écoles au niveau Master (affaires internationales, affaires publiques, droit, journalisme, management, recherche, urbanisme). 3 500 professionnels suivent également une formation continue.

Contact presse : Romain Becker : media@sciencespo.fr / 01 45 49 50 79